



Mis en ligne le
21 SEP. 2022

Service Affaires juridiques
Blandine Continant

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES
L 2122.22 ET L 2122.23 DU CODE GÉNÉRAL DES
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Objet :

**Désignation d'un avocat conseil, représentation de la commune -
Recours contre une décision du Maire concernant un agent
communal**

Certifié exécutoire,
compte tenu de la réception
en Préfecture

Le 21 SEP. 2022

de la publication
Le 21 SEP. 2022

Le Maire de Choisy-le-Roi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2122.22
et L 2122.23,

Vu la délibération n° 20.094 en date du 16 juillet 2020 déléguant au Maire le
pouvoir d'ester en justice,

Vu la délibération du 10 février 2021 N° 21.020 déléguant au Maire les attributions
du Conseil Municipal prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités
Territoriales,

Considérant la nécessité de solliciter un avocat concernant le dossier de
contestation de la décision du Maire,

Vu l'accord du Cabinet Seban & Associés pour accompagner la ville,

D É C I D E

Article 1 : Que le cabinet Seban & Associés, avocats associés domicilié, 282 Boulevard Saint
Germain 75007 PARIS interviendra en tant qu'avocat conseil de la commune dans le dossier
relatif au recours déposé contre la décision de refus d'attribution de la protection fonctionnelle et
la suspension temporaire de la mobilité interne déposée par M .

Article 2 : Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Trésorier Principal d'Orly sont
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera
transmise à Madame la Préfète.

Article 4 : La présente décision sera communiquée au Conseil Municipal lors de la prochaine
séance et mise en ligne sur le site internet de la commune www.choisyleroi.fr.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif
de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de
sa notification et/ou de sa publication. La juridiction compétente peut être saisie par
l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait en Mairie à Choisy-le-Roi, le 12 septembre 2022

Le Maire

Tonino PANETTA
Maire de Choisy-le-Roi

[Signature]